



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CES/AC.68/2004/3
5 mars 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
(OCDE)

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS
EUROPÉENS

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES (EUROSTAT)

Réunion commune CEE/Eurostat/OCDE sur la comptabilité nationale
(Genève, 28-30 avril 2004)

**EXAMEN DES INDICES DE LA PRODUCTION DE SERVICES
DES PAYS MEMBRES DE L'OCDE¹**

(Version actualisée de la communication présentée à la deuxième réunion
du STESEG en juin 2003)

Document présenté par l'OCDE²

RÉSUMÉ

L'Équipe spéciale de l'OCDE sur les indicateurs à court terme pour les services (STISTF) a été créée pour étendre la gamme des indicateurs relatifs au secteur des services, en particulier ceux à base mensuelle ou trimestrielle. L'Équipe spéciale s'emploie à titre prioritaire à établir des principes directeurs internationaux relatifs à un indice mensuel (ou trimestriel) de la production de services (IPS).

La plupart des pays membres de l'OCDE collectent un certain nombre de données statistiques sur l'activité de production de leur secteur des services mais seul un nombre limité d'entre eux semblent assurer une couverture de ce secteur qui soit exhaustive et suffisamment fréquente. Seuls le Royaume-Uni et la République de Corée disposent d'un IPS mensuel.

¹ Le présent document a été soumis par la Division des statistiques après la date limite officielle en raison du manque de disponibilité du personnel.

² Document établi par Benoît Arnaud et Eun-Pyo Hong.

Le Canada et la Finlande publient des estimations mensuelles de l'activité de production de services dans le cadre du PIB mensuel. Le Japon établit des indicateurs mensuels des industries tertiaires, qui englobent des secteurs tant industriels que de services. De nombreux pays membres de l'UE, la France par exemple, collectent des données mensuelles ou trimestrielles pour un groupe précis d'industries de services.

Dans le présent document, on étudiera les IPS mensuels du Canada, de la Corée et du Royaume-Uni, pays qui ont fourni des renseignements détaillés sur leur pratique en matière de compilation de l'IPS, en réponse à un questionnaire qui leur avait été adressé par l'OCDE. Un travail de comparaison est ensuite effectué sur différents aspects de la compilation de l'IPS: intitulé et composition de l'indice, types et sources des variables utilisées pour mesurer la production de services, déflation, etc. Les IPS des trois pays sont publiés tous les mois, dans les deux mois qui suivent le mois de référence, et couvrent un large éventail d'activités de services, c'est-à-dire au moins les catégories G à O (mais non L) de la CITI Rev.3. Des différences importantes sont néanmoins relevées pour bon nombre d'aspects tels que la méthode de compilation, les variables utilisées pour mesurer la production de services, les types de déflateurs, etc. L'examen de ces différences fait apparaître un certain nombre de problèmes qui ne renvoient certes qu'à un ensemble limité de pays mais pourraient être intéressants pour d'autres pays de l'OCDE.

On aborde brièvement aussi dans le présent document l'état d'avancement des travaux de l'Équipe spéciale en ce qui concerne l'établissement d'un manuel des IPS destiné à améliorer la comparabilité des indices qui seraient établis par les pays membres de l'OCDE. Étant donné que la mise au point de l'IPS est étroitement liée aux concepts propres au volet production de la comptabilité nationale, les vues des spécialistes de cette discipline sont également sollicitées à propos du manuel et des autres travaux de la STISTF.

INTRODUCTION

1. L'Équipe spéciale sur les indicateurs à court terme pour les services (STISTF) a été créée en application de recommandations émanant de la réunion de juin 2002 du Groupe d'experts des statistiques économiques à court terme (STESEG). L'Équipe spéciale compte 15 membres représentant 13 pays membres de l'OCDE et le FMI. Six membres viennent de pays non européens membres de l'OCDE. Les membres de l'Équipe spéciale sont convenus de traiter les indicateurs de l'offre et de la demande pour les activités de services à court terme, la priorité étant accordée à un indice mensuel de la production de services. Les travaux seront ensuite étendus aux indicateurs à court terme de la demande pour le secteur des services.
2. Il semble qu'à l'heure actuelle, seuls quelques membres de l'OCDE mesurent régulièrement l'activité de production du secteur des services. Des indices mensuels de la production de services (IPS) sont disponibles pour le Royaume-Uni et la République de Corée. Le Canada et la Finlande publient des estimations mensuelles de l'activité de production de services dans le cadre du PIB mensuel. Le Japon établit des indicateurs mensuels des industries tertiaires, qui couvrent des activités relevant du secteur industriel et de celui des services.
3. Les concepts de base utilisés pour compiler les IPS sont similaires à ceux utilisés pour l'indice de la production industrielle (IPI) ou d'autres mesures de la production relevant du PIB. Les IPS devraient mesurer la production nette ou la valeur ajoutée des différents secteurs de

services, ce qui correspond approximativement à la valeur marchande de la différence entre la production brute et tout coût que cette production implique. Il faut donc obtenir des renseignements statistiques très précis et détaillés pour procéder à une mesure fiable de la production nette. De ce fait, les méthodes de compilation peuvent varier d'un pays à l'autre et/ou d'un secteur à l'autre, en fonction de la disponibilité des renseignements nécessaires. À titre d'exemple, au Canada, les estimations de la valeur ajoutée mensuelle sont obtenues à partir de données ajustées de l'inflation et des variations saisonnières, «pondérées par référence aux valeurs "production" des tables d'entrées-sorties annuelles corrigées de l'inflation, généralement au moyen de la méthode proportionnelle de Denton telle que modifiée par Cholette». L'indice coréen de l'activité des industries de services (SAI) est le chiffre d'affaires pondéré et corrigé de l'inflation, les coefficients de pondération étant déterminés par la valeur ajoutée de chaque secteur des industries de services. La méthode coréenne semble analogue à celle utilisée pour établir l'indice des services du Royaume-Uni (IoS), pour lequel «les variations de la production brute servent souvent d'indicateurs approximatifs des variations de la production nette». Le Royaume-Uni considère que «l'utilisation de la production brute comme indicateur n'est qu'un "faute de mieux" par rapport à la solution qui serait idéale».

4. La construction d'un indice nécessite toute une gamme de traitements différents des données à différents stades. Les méthodes applicables aux séries chronologiques sont utilisées pour agréger les données de base, mais aussi l'interpolation, la référencement, l'ajustement de qualité et l'ajustement de concordance avec les données de la comptabilité nationales. Ces questions sont toutes extrêmement importantes, et elles renvoient à un large éventail de méthodes adoptées par les pays membres, mais elles ne seront pas traitées dans le présent document, parce qu'elles sont examinées de manière plus détaillée par d'autres équipes spéciales du STESEG, notamment celles qui s'occupent de la présentation des données et de l'ajustement des variations saisonnières, d'une part, et des délais et de la référencement, de l'autre. Il s'agit essentiellement dans le présent document de comparer les variables utilisées pour mesurer les activités, la composition des indices et la fréquence et le délai de leur production et les déflateurs appliqués, et ce à partir des renseignements obtenus au moyen d'un questionnaire que le STISTF a été chargé d'établir. On y trouvera également la description des pratiques nationales en matière de compilation des mesures mensuelles de l'activité de production de services telles qu'elles ressortent des réponses au questionnaire fournies par un très petit nombre de pays membres de l'OCDE, en particulier le Canada, la Corée et le Royaume-Uni. Un certain nombre de problèmes sont soulevés qui ont des répercussions sur la comparabilité des données nationales et, dans les paragraphes de conclusion, un certain nombre de domaines sur lesquels l'Équipe spéciale pourrait se pencher sont indiqués.

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL

Intitulés nationaux

5. Les intitulés des différents indices représentant l'activité de production du secteur des services varient d'un pays à l'autre. Au Royaume-Uni, il s'agit de l'indice des services (IoS) et en Corée de l'indice de l'activité des industries de services (SAI). Le Japon établit un indice de la production des industries tertiaires baptisé Indice d'activité des industries tertiaires (ITIA). Au Canada, on parle de valeur ajoutée réelle des industries de services dans le PIB canadien.

Composition de l'indice

6. La définition du secteur des services correspond normalement aux activités entrant dans les catégories G à P de la CITI Rev.3, à savoir: commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles, de motocycles et de biens personnels et domestiques (catégorie G); hôtels et restaurants (catégorie H); transports, entreposage et communications (catégorie I); intermédiation financière (catégorie J); immobilier, locations et activités de services aux entreprises (catégorie K); administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire (catégorie L); éducation (catégorie M); santé et action sociale (catégorie N); autres activités de services collectifs, sociaux et personnels (catégorie O); et ménages privés employant du personnel domestique (catégorie P). Étant donné l'étendue de la gamme des activités qui entrent dans cette définition du secteur des services, la composition des indices des services varie souvent d'un pays à l'autre, ce qui rend les comparaisons internationales particulièrement difficiles.

7. La composition de l'indice pose deux grands problèmes qui tiennent, l'un à sa composition intersectorielle et l'autre à sa composition intrasectorielle. Selon les pôles d'intérêt et l'environnement statistique de chaque pays, l'indice peut, par exemple, ne prendre en compte que le secteur non financier ou que le secteur des services privés, excluant, dans le premier cas, l'intermédiation financière et, dans le second cas, l'administration publique. Ce choix peut être dicté par les besoins des utilisateurs, si bien que l'hétérogénéité de la composition intersectorielle des indices peut être statistiquement aléatoire ou insignifiante. Par ailleurs, l'indice peut ne pas prendre en compte les activités de recherche-développement dans la catégorie «Immobilier, locations et activités de services aux entreprises» (catégorie K). Il s'agit là d'un exemple classique de différenciations dans la composition intrasectorielle de l'indice, différenciation qui dépend davantage de l'environnement statistique et dont l'harmonisation nécessite plus d'efforts. La nature exacte et les conséquences de ces différences de composition de l'indice seront examinées plus loin.

8. Comme on peut le voir dans le tableau 1, la série «Valeur ajoutée réelle des industries de services dans le PIB canadien» couvre les rubriques 41 à 91 du SCIAN, qui correspondent à peu près aux activités des catégories G à P de la CITI Rev.3. Les Canadiens publient de nombreux indices pour divers groupes. L'IoS du Royaume-Uni couvre aussi pratiquement toutes les catégories des activités de services de la CITI Rev.3 (c'est-à-dire les catégories G à P). Comme il ressort également du tableau 1, des indices au niveau de la division sont également publiés pour cinq grands groupes. Il s'agit des indices de la distribution (catégorie G), des hôtels et restaurants (catégorie H), des transports et communications (catégorie I), des services aux entreprises et de la finance (catégories J et K) et de l'administration et autres services (catégories L à P).

9. Le SAI coréen couvre les catégories G, H, I, J, K, M, N et O, et exclut la catégorie L, c'est-à-dire l'administration publique et la défense et la sécurité sociale obligatoire. Il exclut également les ménages privés employant du personnel domestique et les organisations et industries à but non lucratif, parce que ces activités ne se prêtent pas à une collecte mensuelle des données, et les organisations et organismes extraterritoriaux. La Corée compile et publie des indices de l'activité de services totale et de l'activité de services totale hors intermédiation financière, ainsi que des indices pour chaque catégorie. Elle publie des indices correspondant à des classifications particulières, dites des services à base de connaissances, c'est-à-dire les services d'information et de télécommunication et les autres services à base de connaissances.

Les services d'information et de télécommunication regroupent les communications électriques (642) et les activités connexes de l'informatique (72). Les autres services à base de connaissances couvrent les services juridiques, comptables et d'établissement des déclarations fiscales et les services d'études de marché et de conseil de gestion (741), la publicité (743), l'éducation (80), la santé et l'action sociale (85), le cinéma, la radio et la télévision et les industries du spectacle (921), et les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles (923). Parallèlement, la Corée publie des indices allant jusqu'aux positions à deux ou trois chiffres de la classification, selon les catégories.

10. L'ITIA japonais couvre la catégorie E de l'industrie ainsi que des parties des catégories G, H, I, J et K. Il devrait donc être possible de construire un indice du secteur des services à partir de l'ITIA, en excluant de celui-ci la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau (catégorie E). Le Japon publie également divers indices correspondant à des sous-catégories de l'ITIA.

Tableau 1. Intitulé et composition des indices de la production de services de différents pays

Pays	Intitulé de l'indice		Composition
	Total	Sous-catégorie (autres niveaux)	
Canada	Valeur ajoutée réelle des industries de services dans le PIB canadien	Total	CITI Rev.3, de G à P (approximativement), soit SCIAN 41 à 91
		De nombreux indices sont publiés pour plus de 50 groupes différents	
Corée	Indice des activités de services (SAI)	Total	CITI Rev.3, de G à O, L non compris
		– Services non financiers	SAI hors intermédiation financière
		– Indices pour les catégories G, H, I, J, K, M, N, O de la CITI et pour les divisions qui en font partie	
		– Services à base de connaissances – Services d'information et de télécommunications	– Communications électriques (642) et activités connexes de l'informatique (72)

Pays	Intitulé de l'indice		Composition
	Total	Sous-catégorie (autres niveaux)	
		<ul style="list-style-type: none"> – Autres services à base de connaissances – Autres services 	<ul style="list-style-type: none"> – Recherche/développement (73), activités juridiques, comptables et d'établissement de déclarations fiscales, études de marché et conseils de gestion (741); publicité (743), éducation (80); santé et action sociale (85); activités cinématographiques, de radio et de télévision et autres activités de spectacle (921); activité des bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles (923) – Commerce de gros et de détail (G), hôtels et restaurants (H), transports (60, 61, 62, 63) et autres activités de services (93)
Royaume-Uni	Indice des services (IoS)	Total	CITI Rev.3, G-P
		<ul style="list-style-type: none"> – Distribution (IoD) – Hôtels et restaurants – Transport et communication – Services aux entreprises et finance – Administration et autres services 	<ul style="list-style-type: none"> – CITI, catégorie G – CITI, catégorie H – CITI, catégorie I – CITI, catégories J et K – CITI, catégories L à P
Japon	Indice des activités industrielles et tertiaires (ITIA)	Total et quelques sous-secteurs	<ul style="list-style-type: none"> – Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau; – Commerce de gros et de détail; et lieux de restauration et débits de boissons; – Transports et communications; – Finance et assurance; et – Immobilier et services

PRATIQUES NATIONALES RELATIVES AUX DONNÉES D'ENTRÉE

Sources des variables

11. La principale source de données pour le SAI coréen est le mensuel «Current Service Industry Survey» du KNSO, qui couvre les hôtels et restaurants; les transports, entreposage et les télécommunications; l'immobilier, les locations et les services aux entreprises; l'éducation; et l'action sociale et les autres activités de services collectifs, sociaux et personnels. Pour le reste des industries de services, le SAI exploite aussi des données du mensuel «Current Wholesale and Retail Trade Survey» du KNSO ainsi que des données émanant d'autres organismes tels que les institutions financières, d'assurance et de santé.

12. L'IoS du Royaume-Uni exploite des sources certes plus diversifiées mais qui peuvent être regroupées en deux grandes catégories: enquêtes et sources administratives. Les données d'enquête sont tirées de diverses publications: «ONS monthly inquiry into the Distribution and Service Sector (MIDSS)», «Retail Sales Inquiry (RSI)», «Expenditure and Food Survey (EFS)» pour les données relatives aux dépenses de consommation finale des ménages, et «ONS International Passenger Survey», ainsi que des données financières sollicitées par l'ONS ou provenant de l'enquête de l'ONS sur les institutions financières non bancaires et des données de l'ONS sur les autorités centrales et locales. S'agissant des données administratives, elles proviennent d'un large éventail de sources: déclarations de TVA auprès des services fiscaux, Office stratégique du rail (SRA), données sur la balance des paiements, données sur le volume du fret côtier ou maritime et données sur le volume du trafic fluvial émanant du Département des transports, indice de l'Office de l'aviation civile, données trimestrielles de la Poste, Association des services de compensation, données financières émanant de la Banque d'Angleterre et du Département de l'épargne nationale, Commission des sociétés immobilières, Association des assureurs britanniques, Bourse de Londres, banque de données sur les biens d'investissement, fisc, Département de la santé et Service national de santé.

13. Le Canada aussi collecte des données émanant tant de sources administratives que d'enquêtes, et l'éventail des sources exploitées est encore plus étendu qu'au Royaume-Uni, puisqu'il comprend plus de 30 sources distinctes. Les quatre sources les plus citées dans les réponses canadiennes au questionnaire de l'Équipe spéciale semblent être «Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail», «Enquête mensuelle sur les industries manufacturières», «Enquête sur le commerce de détail (mensuelle)» et «Enquête annuelle sur le commerce de gros».

Types de variables

14. En règle générale, deux types de variables sont utilisés pour la collecte des renseignements de base sur les activités de production de services, à savoir des données en volume et des données en valeur. Les données en valeur sont converties en données à prix constant au moyen des déflateurs pertinents [les déflateurs sont examinés plus avant dans la suite du présent document]. La Corée n'utilise pas de données en volume et obtient tous les renseignements nécessaires à partir de données en valeur, qui sont essentiellement le chiffre d'affaires brut et les recettes d'exploitation. Le Canada et le Royaume-Uni, en revanche, obtiennent tous deux les renseignements de base à partir de données en volume ainsi que de données en valeur corrigées de l'inflation. Afin de tenir compte de l'hétérogénéité des différents secteurs de services, ces deux pays utilisent différents types de données en volume. Il s'agit par exemple, comme on peut le voir dans le tableau 2, du volume des lettres et colis acheminés, de l'emploi, du nombre de dentistes ou du nombre de chambres d'hôtels et de motels ajusté par le taux d'occupation effective. Le Canada semble recourir davantage aux données en volume que le Royaume-Uni. Ce sont essentiellement les données sur l'emploi qui sont utilisées au Canada, pour les catégories L, M, N, O et certaines parties des catégories G, I et K.

15. Le tableau 2 fait apparaître des différences pratiquement irréductibles entre les pays pour ce qui est des variables utilisées. À titre d'exemple, le Canada utilise l'emploi, le Royaume-Uni le chiffre d'affaires brut, et la Corée la valeur des dépenses budgétaires pour la division 73 (activités de recherche-développement). Il y a donc lieu de se demander s'il faut chercher à réduire ces différences à tout prix ou s'il faut au contraire les conserver (voire les encourager)

parce qu'elles expriment des différences de configuration sociale ou statistique entre les pays. Comme il a déjà été fait remarquer lors d'autres réunions, il n'existe aucune terminologie commune pour des variables similaires ou identiques d'usage courant. Ainsi, le Canada recueille des données de base sur les activités relatives à la division 50 par le biais d'une variable appelée «Ventes», laquelle est appelée «Chiffre d'affaires brut» en Corée et au Royaume-Uni. Les variables utilisées posent un autre problème, à savoir qu'il n'est pas toujours certain que la même terminologie renvoie aux mêmes définitions, par exemple pour le chiffre d'affaires brut en Corée et au Royaume-Uni.

Tableau 2. Variables utilisées

		Canada	Corée	Royaume-Uni
G	50	Ventes (valeur); emploi	Chiffre d'affaires brut (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur)
	51	Volume vendu: ventes (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur)
	52	Ventes (valeur); emploi	Chiffre d'affaires brut (valeur)	Ventes de détail, corrigé de l'inflation
H		Nombre de chambres d'hôtel et de motel ajusté par le taux d'occupation effective; ventes (valeur)	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Chiffre d'affaires (valeur); Interpolation à partir des estimations annuelles de la production nette
I	601	Fret marchand en tonnes; recettes passagers	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Détenteurs de billets (passager-km); charbon et coke transportés (tonne-km); recettes lettres et colis (valeur)
	602	Recettes brutes; emploi; expéditions (valeur)	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur); chiffre d'affaires (valeur); dépenses de taxi des ménages (en prix constants)
	603	Mètres cubes-kilomètres transportés	<i>Non couvert</i>	<i>Pas d'activité au Royaume-Uni</i>
	61	Volume chargé et déchargé; nombre de passagers; emploi	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Recettes de transport international de passagers (valeur); recettes de navires-citernes (en prix constants)
	62	Nombre de passagers-kilomètres et de tonnes-kilomètres; emploi	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Indice des services aériens (volume)
	63	Expéditions (valeur); volume de céréales; emploi; importations et exportations réelles (volume)	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur); importations et exportations (volume) ¹ ; fret déplacé (tonne-km); indice des services aéroportuaires (volume)
	64	Recettes brutes; emploi; ventes (valeur); nombre d'abonnés	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Volume de lettres et colis livrés; quantité d'autres transactions; chiffre d'affaires brut (valeur)

		Canada	Corée	Royaume-Uni
J	651	Recettes nettes sur les avoirs gérés (valeur); redevances (volume); part de l'industrie dans les recettes boursières, sur la base du volume de transactions	Encours des prêts	Nombre d'employés, de compensations par des banques britanniques, d'avances non remboursées et d'avances accordées; montant des prêts et dépôts (valeur); encours total des intérêts; total des passifs (valeur)
	652	<i>ND</i>	<i>ND</i>	Indices de production (volume); encours des prêts et avances (valeur); interpolation en fin d'exercice des avoirs nets à court terme et du montant total des placements des sociétés d'investissement et fonds communs de placement (valeur); total des achats et total des ventes des sociétés d'investissement et des fonds communs de placement; interpolation en fin d'exercice du montant total des avoirs nets des fonds de placement immobilier
	659	Interpolation et extrapolation des chiffres annuels (volume); recettes nettes afférentes aux avoirs gérés (valeur); emploi; recettes afférentes aux transactions sur les obligations et monnaies (valeur); frais d'exploitation (valeur)	Règlement cartes de crédit (valeur)	<i>ND</i>
	66	Ventes de polices d'assurance (valeur); revenu des placements (valeur); recettes (valeur)	Montant total des avoirs (valeur); recettes afférentes aux primes d'assurance	Consommation finale des ménages (en prix constants); rendement annuel net des primes (valeur)
	67	Volume des transactions; ventes de polices d'assurance (valeur); recettes nettes afférentes aux avoirs gérés (valeur)	Montant brut des transactions boursières; montant brut des recettes d'exploitation	Nombre d'opérations de courtage; dépenses de consommation finale des ménages consacrées aux frais d'administration des assurances-vie et fonds de pension (en prix constants); montant net annuel des primes encaissées (valeur)

		Canada	Corée	Royaume-Uni
K	70	Parc immobilier; loyers payés en espèces (valeur); revente de logements (volume)	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	«Indice de rendement total» de la banque de données sur les biens d'investissement; nombre d'employés ² ; consommation de capital hors exploitation des autorités locales ³ ; dépenses de consommation finale des ménages consacrées aux loyers (en prix constants) + subventions des autorités centrales ³ + subventions des autorités locales ³ + loyers imputés des logements habités par leur propriétaire, aux prix de 1995 - réparations et entretien des logements (en prix constants); nombre de dossiers déposés auprès des services fiscaux pour des transferts de biens/terres
	71	Dépenses personnelles de location de véhicules motorisés (valeur); interpolation et extrapolation des chiffres annuels (volume)	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Dépenses de consommation finale des ménages consacrées à la location de véhicules sans chauffeur (en prix constants); chiffre d'affaires brut (valeur)
	72	Emploi	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur)
	73	Emploi	Dépenses budgétaires (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur)
	74	Emploi; divers indicateurs relatifs aux affaires et aux transactions juridiques (volume)	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur); nombre d'employés
L	Emploi	<i>ND</i>	Nombre de fonctionnaires et d'employés ⁴ ; indices de production relatifs à la sécurité sociale (volume), aux services agricoles (volume) et aux services judiciaires (volume); consommation de capital hors exploitation (en prix constants); nombre d'agents employés; solde des militaires (en prix constants)	
M	Emploi	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Indice de production pour le secteur public et les IBNLDM (volume); nombre d'employés	

		Canada	Corée	Royaume-Uni
N		Emploi	Montant brut des recettes provenant de traitements médicaux (valeur)	Indice de production pour le secteur public et les IBNLDM (volume); nombre d'employés ajusté des variations de productivité; nombre de dentistes; nombre d'employés ² ; production des services de probation (volume); consommation de capital hors exploitation (en prix constants)
O	90	Emploi	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur); nombre d'employés ² ; consommation de capital hors exploitation (en prix constants)
	91	Emploi; dépenses de personnel des organisations religieuses (valeur)	Valeur des dépenses budgétaires	Nombre d'employés ajusté des variations de productivité
	92	Emploi; nombres d'abonnés; participation à des manifestations; rendement des produits de l'industrie du jeu (valeur)	Valeur brute des travaux achevés; recettes d'exploitation brutes (valeur); valeur des dépenses budgétaires; montant brut du produit des ventes de billets	Chiffre d'affaires (valeur); nombre d'employés ² ; consommation de capital hors exploitation (en prix constants); dépenses de consommation finale des ménages consacrées aux loisirs et aux services culturels; autres entrées (en prix constants); dépenses de consommation finale des ménages consacrées aux paris et aux jeux (en prix constants)
	93	Emploi; nombre de décès	Recettes d'exploitation brutes (valeur)	Chiffre d'affaires brut (valeur); chiffre d'affaires (valeur)
P		Dépenses personnelles consacrées aux services domestiques et à la garde d'enfants à la maison (valeur)	ND	Dépenses de consommation finale des ménages consacrées aux services domestiques (en prix constants)

Notes:

¹ Volume des importations et des exportations rapporté à une série annuelle consacrée plus précisément au transport par eau.

² Nombre d'employés ajusté pour tenir compte de l'évolution des salaires et autres émoluments versés par les autorités locales, en prix constants.

³ Ajustées des variations des salaires et autres émoluments afin d'obtenir une série en prix constants.

⁴ Nombre de fonctionnaires et d'employés, ajusté pour tenir compte de l'évolution des traitements des fonctionnaires et des salaires et autres émoluments des agents des autorités locales, respectivement (en prix constants).

ND: Non disponible.

Degré de détail de l'information

16. Le Canada recueille des données de base à divers niveaux, en fonction du secteur, voire à l'intérieur d'un même secteur. À titre d'exemple, pour l'intermédiation financière, des codes à deux, trois, quatre et cinq chiffres sont utilisés. Il semble toutefois que les codes à quatre chiffres soient les plus utilisés au Canada. Le SAI coréen utilise le niveau de codage à cinq chiffres pour tous les secteurs des services, à l'exception de la catégorie G (commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles, de motocycles et de biens personnels et domestiques) pour laquelle c'est l'indice du chiffre d'affaires du secteur qui est utilisé sans modification.

Au Royaume-Uni, les données pertinentes correspondent à des codes de trois à cinq chiffres, les codes à trois et à quatre chiffres étant communément utilisés pour la plupart des secteurs et le code à cinq chiffres étant réservé au commerce de gros. Il convient de souligner que les renseignements donnés dans le tableau 3 ne se prêtent peut-être pas à des comparaisons entre pays compte tenu des différences entre les classifications nationales.

Tableau 3. Degré de détail des variables utilisées pour réunir les données de base sur l'activité de production de services

Catégories et divisions de la CITI	(niveau de codage)		
	Canada	Corée	Royaume-Uni
G: Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles, de motocycles et de biens personnels et domestiques	3/4/5	3	3/4/5
– 50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles et de motocycles; commerce de détail de carburants pour automobiles			3
– 51: Commerce de gros et activités d'intermédiaires du commerce de gros (sauf de véhicules automobiles et de motocycles)			3/4/5
– 52: Commerce de détail, sauf de véhicules automobiles et de motocycles; réparation d'articles personnels et domestiques			3/4
H: Hôtels et restaurants	3	5	3/4
I: Transports, entreposage et communications	3/4/5	5	3/4
J: Intermédiation financière	2/3/4/5	5	3/4
K: Immobilier, locations et activités de services aux entreprises	4/5	5	3/4
– 70: Activités immobilières			3
– 71: Location de machines et d'équipements sans opérateur et de biens personnels et domestiques			3/4
– 72 (Activités informatiques et activités rattachées), 73 (Recherche-développement). 74 (Autres activités de services aux entreprises)			4
L: Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	3/4	NI	4
M: Éducation	4	5	4

(niveau de codage)

Catégories et divisions de la CITI	Canada	Corée	Royaume-Uni
N: Santé et action sociale	3/ <u>4</u> /5	5	3
O: Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels	3/ <u>4</u> / <u>5</u> /6	5	3/ <u>4</u>
P: Ménages privés employant du personnel domestique	3	NI	2

Notes:

1: Les niveaux de codage sont tirés des classifications nationales, lesquelles ne sont pas nécessairement comparables entre elles.

2: «ND» – Information non disponible; «NI» – Secteur non inclus.

3: Le chiffre souligné représente le niveau de codage le plus fréquent.

Activités couvertes dans les catégories ou divisions

17. Comme il ressort du tableau 4, l'IoS du Royaume-Uni couvre toutes les activités correspondant aux catégories G à P de la CITI Rev.3. Certaines activités sont toutefois déplacées des catégories où elles figurent dans la CITI à d'autres catégories, qui semblent plus pertinentes pour le Royaume-Uni. À titre d'exemple, la location de bateaux de plaisance est transférée des «Transports par eau» (division 61 de la catégorie I) aux «Activités récréatives, culturelles et sportives» (division 92 de la catégorie O), et la fabrication et la vente d'ordinateurs ou la vente de logiciels préconditionnés sont transférées des «Activités informatiques et activités rattachées» (division 72 de la catégorie K) à IIP ou à «Commerce de gros et de détail». Le SAI coréen, par contre, ne couvre toutes les activités que pour une seule catégorie et quelques divisions, à savoir la catégorie H et les divisions 50, 74, 90 et 93. De ce fait, pour la plupart des catégories, il n'inclut pas des parties d'activités correspondant à des positions à trois chiffres.

18. La question est alors de savoir si les différences de composition entre le SAI coréen et l'IoS du Royaume-Uni impliquent ou non des différences analogues dans la qualité de ces indices? La réponse à cette question est «peut-être pas». Les activités omises (ou exclues) de chaque catégorie dans le SAI sont peut-être moins représentatives du point de vue de leur évolution ou de leur poids dans l'activité totale du secteur des services. À titre d'exemple, les transports par voie navigable intérieure et la location de moyens de transport aérien non réguliers avec opérateur (tirés des divisions 61 et 62, respectivement) n'existent peut-être pas ou sont d'un poids négligeable en Corée. De même, l'évolution des activités de recherche et de développement expérimental en sciences sociales et humaines (division 73) n'est peut-être pas différente dans la durée de celle des sciences naturelles. De ce fait, il ne faut peut-être pas nécessairement consacrer beaucoup d'efforts à harmoniser la composition des indices entre les pays ou à inclure toutes les activités de services pour améliorer la comparabilité de la dynamique à long terme des indices correspondants. Il faut laisser aux experts nationaux le soin de sélectionner les différentes activités à l'intérieur d'un secteur donné, pour autant que l'indice qui en résulte représente convenablement la nature du secteur des services dans le pays considéré.

Tableau 4. Activités incluses ou exclues, par catégorie ou division

	Canada	Corée	Royaume-Uni
G	ND	<ul style="list-style-type: none"> – 50: <u>Couvre toutes les activités</u> – 51: Exclut le commerce de gros sur commission ou contrat – 52: Exclut le commerce de détail, de biens usagés en magasin, le commerce de détail hors magasin et les services de réparation de biens personnels ou domestiques 	<u>Couvre toutes les activités</u>
H	ND	<u>couvre toutes les activités</u>	<u>Couvre toutes les activités</u>
I	ND	<ul style="list-style-type: none"> – 60: Exclut le transport par oléoduc – 61: Exclut le transport par voie navigable intérieure – 62: Exclut le transport aérien non régulier et la location d'aéronefs avec opérateur – 63: Exclut les activités d'appui au transport par eau et tous les autres services d'appui au transport – 64: Exclut les courriers et messagers 	<u>Couvre toutes les activités pertinentes pour la catégorie I</u> <ul style="list-style-type: none"> – 60: Exclut la location de voitures sans chauffeur, qui est classée dans la location de biens – 61: Exclut la location de bateaux de plaisance, qui est classée dans les activités récréatives (92) – 62, 63, 64: Couvre toutes les activités
J	ND	<ul style="list-style-type: none"> – 65: Exclut la banque centrale, les institutions qui ne créent pas de monnaie, les sociétés d'investissement et autre intermédiaire financier – 66: Exclut les fonds de pension, les organismes d'entraide et la réassurance – 67: Exclut l'administration des marchés financiers et les autres activités auxiliaires de l'intermédiation financière 	<u>Couvre toutes les activités pertinentes pour la catégorie J</u> <ul style="list-style-type: none"> – 65, 67: Couvre toutes les activités – 66: Exclut la sécurité sociale obligatoire, qui est classée dans «Administration publique»
K	ND	<ul style="list-style-type: none"> – 70: Exclut les lotissements – 71: Exclut toutes les locations, de véhicules de transport de voyageurs ou de biens personnels et domestiques, par exemple, à l'exception de la location de machines et d'équipements – 72: Exclut les autres activités informatiques – 73: Exclut les activités de recherche et de développement expérimental en sciences sociales et humaines – 74: <u>Couvre toutes les activités</u> 	<u>Couvre toutes les activités pertinentes pour la catégorie K</u> <ul style="list-style-type: none"> – 70: Exclut les locations de vacances de courte durée, qui sont classées dans «Hôtels et restaurants» – 71: Exclut la location de logements, qui sont classées dans «Immobilier» – 72: Exclut la fabrication et la vente d'ordinateurs ou la vente de logiciels préconditionnés, qui sont classées soit dans IIP soit dans «Commerce de gros et de détail» – 73: Exclut les données sur la recherche-développement faite en interne par des sociétés dont l'activité principale n'est pas la recherche-développement – 74: Couvre toutes les activités
L	ND	NI	<u>Couvre toutes les activités pertinentes pour la catégorie L</u> Exclut la prestation effective de services d'éducation et de soins de santé, qui est classés dans «Éducation» et «Santé et action sociale»

	Canada	Corée	Royaume-Uni
M	ND	Exclut les enseignements secondaire et supérieur	<u>Couvre toutes les activités pertinentes pour la catégorie M</u> Exclut la réglementation ou l'administration des départements de l'éducation relevant des autorités locales, qui sont classées dans «Administration publique»
N	ND	Exclut les autres activités pour la santé humaine (ambulances et sages-femmes, par exemple), les activités vétérinaires et les activités d'action sociale	<u>Couvre toutes les activités pertinentes pour la catégorie N</u> Exclut la réglementation ou l'administration des services de santé régionaux ou de district, qui sont classées dans «Administration publique»
O	ND	<ul style="list-style-type: none"> – 90, 93: Couvre toutes les activités – 91: Exclut les autres activités associatives telles que les organisations religieuses, politiques, syndicales et professionnelles – 92: Exclut les services de loisirs aquatiques et autres activités récréatives 	<u>Couvre toutes les activités</u>
P	ND	NI	<u>Couvre toutes les activités</u>

Note: «ND» – Information non disponible; «NI» – Secteur non inclus.

Délai et fréquence de parution des variables

19. La valeur ajoutée réelle des industries de services est publiée deux mois environ après le mois de référence dans le cadre du PIB mensuel canadien. Cela étant, des renseignements qui ne sont disponibles que trimestriellement ou annuellement sont également utilisés. Pour le SAI coréen, les données d'entrée utilisées sont disponibles mensuellement, en général 35 jours environ après la fin du mois de référence. Aucune variable trimestrielle n'est utilisée, si ce n'est lorsque la collecte de données est retardée pour cause de présentation tardive des données par les sources initiales, c'est-à-dire celles qui répondent à l'enquête. Le SAI est ensuite compilé à partir des estimations des données d'entrée du mois précédent et du même mois de l'année précédente. Le SAI paraît donc environ 40 jours après la fin du mois de référence.

20. La majorité des données d'entrée utilisées pour l'IoS du Royaume-Uni sont également établies mensuellement mais avec un délai légèrement plus long que celui des données d'entrée du SAI. Les données tirées du «Monthly Inquiry into the Distribution and Service Sector (MIDSS)», qui constituent pour l'ONS la principale source de données sur le chiffre d'affaires dans le secteur des services, sont disponibles deux mois après la fin du mois de référence. Les délais de parution des autres données sources, en revanche, sont très variables. Lorsque les données ne sont pas encore disponibles, la série est établie par projection sur la période en cours en utilisant le modèle de Holt-Winters. L'ONS utilise aussi des données qui ne sont disponibles que trimestriellement ou annuellement, auquel cas des méthodes d'interpolation ou de référenciation sont utilisées pour établir les séries en fréquence mensuelle. L'IoS est aujourd'hui disponible deux mois environ après la fin du mois de référence.

DÉFLATEURS

21. Le SAI coréen fait appel à un nombre limité de déflateurs pour convertir en volume les données en valeur. Il ne s'agit en fait que de deux types de déflateurs: l'indice des prix à la consommation (IPC) et l'indice des prix à la production (IPP). Le Canada utilise l'IPC canadien pour convertir les données en valeur de tous les secteurs à l'exception des catégories G et I, et des catégories où aucune déflation ne s'impose vu que ce sont des données en volume qui sont utilisées. Quatre déflateurs, à savoir l'IPC, l'indice des prix à l'importation (MPI), l'indice des prix à l'exportation (XPI) et l'indice des prix industriels (IPI) sont utilisés pour la catégorie G. S'agissant de la catégorie I, outre l'IPC et l'IPI, deux déflateurs propres à des activités spécifiques sont utilisés, à savoir les recettes publicitaires des stations de radio et la projection de l'indice annuel.

22. Le système utilisé au Royaume-Uni est plus complexe, en ce sens qu'il fait appel à une vaste gamme de déflateurs pour convertir en volume les données en valeur. Comme on peut le voir dans le tableau 5, il existe huit indices des prix fondamentaux et plusieurs indices des prix mixtes obtenus par agrégation de deux types différents d'indice des prix. Les indices des prix fondamentaux représentent les consommateurs, c'est-à-dire l'indice des prix de détail (IPD) et le déflateur implicite des dépenses des ménages (DM); les producteurs, à savoir l'IPP; l'indice de prix des services aux entreprises (IPSE) et l'indice de rendement moyen (IRM); le secteur du commerce extérieur (MPI); et l'ensemble de l'économie (déflateur du PIB et un indice spécial tiré de «Money Management Magazine»). La moyenne pondérée de l'IPD et de l'IPSE constitue un exemple de déflateur mixte.

23. Si l'on constate certaines similitudes entre les pays pour ce qui est des déflateurs utilisés au niveau des divisions, par exemple H, 60 (I) et 90, 92 et 93 (O) entre le Royaume-Uni et la Corée, il semble très difficile de déceler des pratiques communes aux trois pays. La catégorie H et la division 92 de la catégorie O semblent être les deux seuls cas où les trois pays utilisent les mêmes déflateurs. En fait, l'IPC est souvent utilisé au Canada là où c'est l'IPP qui est utilisé en Corée. Dans plusieurs cas, aucune déflation ne s'impose au Canada, les données de base étant elles-mêmes en volume.

Tableau 5. Déflateurs utilisés pour ajuster les données en valeur au Canada, en Corée et au Royaume-Uni

		Canada	Corée	Royaume-Uni
G		IPC, MPI, XPI, IPI	IPC, IPP	IPD, IPSE, IPP, MPI
	50	IPC, combinaison d'IPI, MPI et XPI	IPC	Combinaison d'IPD et IPSE
	51	Combinaison d'IPI, MPI et XPI	IPP	Combinaison d'IPP et MPI
	52	IPC	IPC	Déflation à la source
H		IPC	IPC	Combinaison d'IPD et DM
I		IPC, IPI, Recettes publicitaires des stations de radio, projection d'indice annuel	IPC, IPP	Déflateur du PIB, IPD, DM, IPSE
	60	IPC, IPI	IPC, IPI	Déflateur du PIB, IPD, DM, IPSE
	61	Aucun déflateur n'est nécessaire	IPP	DM
	62	Aucun déflateur n'est nécessaire	IPP	Aucun déflateur n'est nécessaire

		Canada	Corée	Royaume-Uni
	63	IPI	IPC, IPP	DM
	64	IPC, Recettes publicitaires des stations de radio, projection d'indice annuel	IPP	Combinaison d'IPD et IPSE
J		IPC	IPP	Déflateur du PIB, IPD, IPSE, Indice tiré de l'indicateur de performance des fonds de placement du magazine britannique «Money Management», DM tenant compte des variations des taux de change, IPD tenant compte des variations des taux de change
	65	IPC	IPP	Déflateur du PIB, IPD, Indice tiré de l'indicateur de performance des fonds de placement de la revue britannique «Money Management»
	66	IPC	IPP	DM tenant compte des variations des taux de change, IPD tenant compte des variations des taux de change
	67	IPC	IPP	DM tenant compte des variations des taux de change, IPD tenant compte des variations des taux de change
K		IPC	IPP	IPP, IPSE, DM, IRM, IPD
	70	IPC	IPP	Déflation à la source
	71	IPC	IPP	IPP, IPSE, DM
	72	Aucun déflateur n'est nécessaire	IPP	Combinaison d'IRM et IPD
	73	Aucun déflateur n'est nécessaire	IPP	Combinaison d'IRM et IPD
	74	Aucun déflateur n'est nécessaire	IPP	Combinaison d'IRM et IPD, combinaison d'IPSE et IPD
L		Aucun déflateur n'est nécessaire	Sans objet	Aucun déflateur n'est nécessaire
M		Aucun déflateur n'est nécessaire	IPC, IPP	Aucun déflateur n'est nécessaire
N		Aucun déflateur n'est nécessaire	IPC	Aucun déflateur n'est nécessaire
O		IPC	IPP, IPC	IPSE, DM, IPD
	90	Aucun déflateur n'est nécessaire	IPP	IPSE
	91	IPC	IPP	Aucun déflateur n'est nécessaire
	92	IPC	IPC	DM
	93	Aucun déflateur n'est nécessaire	IPC	DM, IPD
P		IPC	Sans objet	Déflation à la source

Note: IPD: Indice des prix de détail; IPC: Indice des prix à la consommation; DM: Déflateur implicite des dépenses des ménages; IPP: Indice des prix à la production; IPI: indice des prix industriels; IPSE: Indice des prix des services aux entreprises; IRM: Indice du rendement moyen; MPI: Indice des prix à l'importation; XPI: Indice des prix à l'exportation.

CONCLUSIONS ET TRAVAUX FUTURS DE LA STISTF SUR L'IPS

Conclusions

24. Le présent document a pour objet de décrire et de comparer les pratiques nationales en matière de compilation de statistiques mensuelles sur les activités de production de services dans trois pays membres de l'OCDE, à savoir le Canada, la Corée et le Royaume-Uni. Les comparaisons ont été effectuées selon divers critères tels que les variables utilisées pour mesurer l'activité, la composition des indices, la fréquence et les délais de parution des données et les déflateurs appliqués. Les renseignements analysés sont tirés des réponses à un questionnaire de l'Équipe spéciale. Cette analyse ne portait certes que sur un nombre très faible de pays mais les enjeux et les problèmes identifiés présentent sans doute un intérêt pour d'autres pays.

25. Comme on peut le voir dans le tableau 6 ci-dessous, il existe des similitudes entre certaines pratiques. Les trois pays publient des chiffres mensuels dans les deux mois qui suivent le mois de référence. Les données d'entrée ont pour source principale des enquêtes complétées par des renseignements de source administrative. Les secteurs de services correspondent à une très large gamme d'activités mais les trois séries statistiques couvrent au moins les catégories G à O, L excepté.

Tableau 6. Similitudes entre les pratiques des pays

	Canada et Royaume-Uni	Canada et Corée	Royaume-Uni et Corée	Les trois pays
Estimation de la valeur ajoutée	Aucune	Aucune	La production brute sert de variable supplétive pour la valeur ajoutée	Aucune
Fréquence	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
Délai de parution	Deux mois	Dans les deux mois qui suivent	Dans les deux mois qui suivent	Dans les deux mois qui suivent
Composition <ul style="list-style-type: none"> – Entre catégories – À l'intérieur des catégories (jusqu'aux divisions) 	<ul style="list-style-type: none"> – G-P – Non disponible 	<ul style="list-style-type: none"> – G-O, L excepté – Non disponible 	<ul style="list-style-type: none"> – G-O, L excepté – 50 (G); H; 74 (K); 90, 93 (O) 	<ul style="list-style-type: none"> – G-O, L excepté – Non disponible
Types de sources	Enquêtes et sources administratives	Enquêtes et sources administratives	Enquêtes et sources administratives	Enquêtes source principale mais sources administratives utilisées pour compléter

	Canada et Royaume-Uni	Canada et Corée	Royaume-Uni et Corée	Les trois pays
Types de variables – Entre catégories – À l'intérieur des catégories (jusqu'aux divisions)	– Valeur et volume – Valeur et volume: 63, 64 (I); 65; 70 (K); 92 (O) – Valeur: 66, 67 (J), P	– Aucune – Valeur: 66 (J)	– Aucune – Valeur: G, H, 72 (K), 93 (O)	– Aucune – Valeur: 66 (J)
Niveau auquel les données d'entrée sont recueillies	Divers niveaux	Aucun	Aucun	Aucun
Déflateurs – Globaux – Consommateurs – Producteurs – Consommateurs et producteurs – Producteurs et autres déflateurs	– IPC, IPP (ou IPI) et autres déflateurs – H; 66, 67 (J); 92 (O) – Aucun – Aucun – 51 (G)	– IPC et IPP (ou IPI) – 52 (G), H, 92 (O) – Aucun – 60 (I) – Aucun	– IPC et IPP – H; 92, 93 (O) – 90 (O) – 60 (I) – Aucun	– IPC et IPP (ou IPI) – H, 92 (O) – Aucun – Aucun – Aucun

Note: D'autres déflateurs sont utilisés: MPI, XPI, déflateur du PIB, etc.

26. Des différences importantes sont à relever qui sont récapitulées ci-après:

- Méthodes de compilation: le Canada utilise la valeur ajoutée obtenue par conversion de la production brute, alors que le Royaume-Uni et la Corée utilisent en général directement la production brute;
- Intitulés différents pour la mesure des activités de production de services;
- Composition des indicateurs mensuels: catégories G à P couvertes au Canada et au Royaume-Uni, mais les catégories L et P sont exclues en Corée; et les sous-secteurs ou les diverses rubriques au sein d'une même activité varient d'un pays à l'autre;
- Types de variables: utilisation de données en valeur ou en volume, termes différents pour la même variable ou pour des variables similaires et différences possibles de contenu pour le même terme;
- Différences dans les types de déflateurs utilisés pour convertir en volume les données en valeur.

27. S'agissant du travail d'harmonisation que ces différences appellent, les participants à la deuxième réunion du STESEG tenue en juin 2003 et à la deuxième réunion de la STISTF en février 2004 ont estimé qu'il serait préférable que l'intitulé révèle la nature des indices, à savoir IPS. Ils ont par ailleurs jugé essentiel qu'il y ait un accord sur les définitions des indicateurs des services. Cela étant, des différences entre les pratiques nationales pourraient être admises en raison des nombreuses contraintes concernant la disponibilité des données, les ressources, les priorités, l'environnement statistique, etc. Les classifications nationales, en particulier, sont difficiles à harmoniser à court terme. Il serait donc préférable d'élaborer des IPS mensuels prenant clairement en considération les besoins des utilisateurs, par exemple l'analyse du cycle des affaires et la compilation d'une comptabilité nationale trimestrielle.

Travaux futurs de la STISTF sur l'IPS

28. À l'heure actuelle, les travaux de la STISTF sont principalement consacrés à l'élaboration d'un manuel contenant des principes directeurs internationaux en vue de l'élaboration à titre prioritaire d'un IPS mensuel (ou trimestriel). Les principaux enjeux de cette tâche sont de deux ordres:

- Aider à harmoniser les méthodes de compilation, les définitions et les intitulés des variables clefs de la production à court terme de services; et
- Recommander des variables appropriées qui permettraient de mesurer la production de diverses activités de services à court terme. Il s'agit notamment de mesures en valeur et des déflateurs correspondants, de mesures directement en volume et d'une gamme de variables de substitution possibles qui pourraient convenir dans certaines circonstances.

29. La version définitive du manuel de l'IPS doit en principe être établie d'ici à la fin de 2006. L'un des objectifs principaux du manuel est d'offrir aux statisticiens officiels des principes directeurs pratiques sur la compilation d'IPS mensuels (ou trimestriels), et non d'examiner divers aspects méthodologiques de la mesure des activités de services. L'on y trouvera donc des emprunts ou des citations de paragraphes pertinents d'un certain nombre de publications existantes telles que le SCN 1993 et le Manuel d'Eurostat sur la mesure des prix et volumes dans la comptabilité nationale. La STISTF consultera également d'autres groupes de discussion tels que l'Équipe spéciale conjointe OCDE-Eurostat sur les IPP et le Groupe de Voorburg et coordonnera sa production avec les leurs.

30. À l'heure actuelle, les pays sont représentés au sein de la STISTF essentiellement par des statisticiens qui s'occupent de la production d'indicateurs économiques à court terme, sauf pour le Canada et le Royaume-Uni, qui sont représentés par des professionnels de la comptabilité nationale. Étant donné que la compilation d'un IPS est étroitement liée à des notions de comptabilité nationale qui ont trait à la production, l'Équipe spéciale aurait intérêt à se renseigner plus avant sur les méthodes utilisées dans les industries de services des pays de l'OCDE qui établissent actuellement une comptabilité nationale trimestrielle par la méthode de la production. Il conviendrait en outre de s'employer à coordonner les travaux sur le sujet au plan international entre les groupes de travail de la comptabilité nationale et la SITSTF.

RÉFÉRENCES

1. Arnaud, Benoît, Anne Hery, Eun-Pyo Hong et Frederic Parrot, «Review of Indices of Service Production for OECD Member countries» (2003), présenté à la deuxième réunion du STESEG.
2. Fenton, Trevor et Rob Pike, «Methodology of the Experimental Monthly Index of Services» (2002), documentation publiée dans la section «Statistiques économiques» des «Statistiques nationales» sur le site Internet de l'ONS.
3. Site Web du MITI, Japon.
4. Office national de statistique de Corée, «Compilation et utilisation de l'indice de production des services» (1999), manuscrit en coréen.
5. _____, «Service Industry Activity Index», communiqué de presse mensuel du KNSO, en coréen et anglais.
6. _____, «A reply on the questionnaire from KNSO» (2003).
7. OCDE, «Résumé de la deuxième réunion de la STISTF» (2004), manuscrit.
8. _____, «Résumé de la réunion de l'Équipe spéciale du 25 juin et de la réunion du 26 juin 2003 du STESEG» (2003), manuscrit.
9. _____, «A review of concepts and national experiences in the compilation of demand indicators and output indicators» (2002), présenté à la première réunion du STESEG.
10. ONS, «A reply on the questionnaire from ONS» (2003).
11. Statistique Canada, «A reply on the questionnaire from Statistics Canada» (2003).
12. Statistique Canada, «Notes specific to Canada monthly estimates of real value added at basic prices for service industries: notes to the spreadsheet Canada questionnaire.xls» (2003).
